

André Merlin, Président du Directoire de RTE, l'unique gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension. nous parle de la politique énergétique européenne.

Comment réagissez-vous au nouveau Livre vert de la Commission sur la politique énergétique ?

J'accueille ce livre vert de façon très positive car il représente une nouvelle étape vers la construction d'une politique d'énergie européenne. Nous avons, par le passé, eu différentes directives concernant les marchés de l'énergie et nous avons à présent de nouvelles propositions qui nous permettront de dépasser ce marché de l'énergie. Les propositions touchent principalement au domaine de la sécurité de la fourniture ainsi qu'à la façon de respecter les objectifs du protocole de Kyoto.

Je pense que nous avons là une bonne base de départ pour les mois à venir. Nous attendons à présent le Livre blanc qui sera fondé sur les priorités définies lors du Sommet européen de la semaine dernière.

Les idées de la Commission en matière de politique énergétique européenne commune comprennent l'ouverture complète du marché. Lors d'un entretien donné à la veille d'un Sommet européen dominé par les problèmes d'énergie et les fusions controversées, la Commissaire à la concurrence, Neelie Kroes, a menacé de prendre de « nouvelles mesures » si la libéralisation de l'énergie n'était pas entièrement mise en place. Comment RTE réagit-il face à ce genre de discours ?

Ma première réaction va être, tout d'abord, de mettre en place tous les aspects de la deuxième directive sur l'énergie, puisque ces mesures ne sont pas encore appliquées dans leur intégralité. L'indépendance totale des gestionnaires du réseau est bien entendu indispensable. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à une bonne intégration des marchés de l'énergie. Elle passe en fait par la distinction entre la gestion et les finances. Et à défaut de séparation de propriété, il faut une séparation juridique claire de la grille par rapport aux autres activités.

Je veux dire par là que la séparation juridique pourrait suffire si elle était bien mise en oeuvre – ce qui n'est pas toujours le cas.

Comment être sûr qu'elle sera mise en place correctement ?

Par exemple, s'il n'y a pas de séparation de propriété, la direction du gestionnaire de réseau de transport ne doit pas être nommé uniquement par le propriétaire de la société. Ainsi, en France, le responsable de RTE est nommé après accord du Ministre de l'énergie.

Le deuxième point est celui du développement de nouvelles interconnexions. Si nous voulons avoir un marché intégré de l'énergie, il nous faut plus d'interconnexions au sein de l'Union européenne, mais également avec les régions voisines, notamment en matière de gaz. De nouvelles interconnexions sont nécessaires, avec la Russie, bien entendu, mais également avec la région Caspienne et l'Afrique du Nord. Nous avons en outre besoin de nouveaux terminaux méthaniers.

Une politique étrangère commune en matière d'énergie permettant de coordonner les relations avec les fournisseurs externes tels que la Russie et les pays de l'OPEP a été proposée. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que c'est une très bonne occasion de disposer d'une politique étrangère commune en matière d'énergie, car chacun des membres de l'Union européenne n'est pas suffisamment

puissant à lui seul pour pouvoir négocier avec des pays tels que la Russie ou le Moyen-Orient. Si les 25 Etats membres se présentent ensemble, ils auront une influence certaine sur les grands problèmes de politique énergétique.

L'une des priorités de la Commission est de faire face au réchauffement climatique. Pour y parvenir, la Commission a suggéré une approche intégrée afin d'atteindre l'efficacité énergétique (avec un plan d'action, y compris des objectifs d'économies d'énergie de 20 % d'ici 2020), en augmentant l'utilisation des sources d'énergie renouvelable. Ces objectifs sont-ils réalistes et pensez-vous qu'il est possible de les atteindre ?

Je suis bien entendu tout à fait d'accord avec cette proposition. Elle se trouvait également dans le Livre vert du Commissaire Piebalgs. Nous devons améliorer nos économies d'énergie et je pense pour ma part que l'accent devrait être mis sur le transport. Car le transport dépend du pétrole, et si nous ne progressons pas en ce sens, nos chances de respecter les objectifs du protocole de Kyoto seront fortement compromises. Le transport aérien mérite une attention particulière. Le trafic aérien augmente au rythme de 7 % chaque année. En 2050, plus de 50 % des émissions de CO2 proviendront du transport aérien. La priorité doit donc aller vers les économies d'énergie en matière de transport routier et aérien.

Il est certain que nous devons en outre développer de nouvelles technologies permettant de diminuer les émissions de CO2. Nous devons fournir plus d'efforts dans le domaine de la recherche pour les énergies renouvelables, mais également pour des centrales nucléaires d'un nouveau type, plus sûres et moins polluantes.

Nous devons trouver des moyens de réaliser l'enfouissement du CO2, ce qui signifie que l'on injecte les émissions de CO2 dans le sol.

Ceci signifie que l'Union européenne doit faire d'énormes efforts de recherche et développement, pourquoi pas en relation avec d'autres grands pays comme les Etats-Unis. Je sais que les Etats-Unis investissent énormément en matière de recherche, afin de développer de nouvelles technologies permettant l'enfouissement du CO2.

Une nouvelle vague d'éventuelles fusions inter-frontalières dans le secteur de l'énergie a renforcé l'argument selon lequel une nouvelle forme de protectionnisme, caché derrière le terme de "patriotisme économique", serait en train de voir le jour. Les réactions sont vives. Le Président de la Commission, M. Barroso, a demandé instamment aux responsables européens de "se détourner du protectionnisme", alors que le Commissaire McCreevy a prévenu qu'il était décidé à s'attaquer au protectionnisme. On a également vu des réactions très vives parmi les états membres lors du Sommet de printemps les 23 et 24 mars à Bruxelles. Comment réagissez-vous ?

De la même façon que la Commission européenne. Nous avons besoin d'entreprises mondiales basées en Europe. C'est l'objectif principal de l'Union européenne et, bien entendu, toutes les fusions d'entreprises qui donnent naissance à des leaders mondiaux sont une excellente occasion pour l'Union européenne, si ces derniers sont basés en Europe. Je suis pour ma part totalement favorable à la fusion entre Suez et Gaz de France, qui donnera naissance à un leader mondial sur le marché de l'énergie.